



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

République démocratique du Congo

Question écrite n° 101719

Texte de la question

En République démocratique du Congo (RDC), M. Mwamba Bapuwa, qui était âgé de soixante-quatre ans et qui travaillait pour la revue Jeune Afrique économie, a été abattu d'une balle dans la jambe et est mort d'une hémorragie dans un hôpital de la capitale, Kinshasa. Selon Reporters sans frontières (RSF), les témoignages recueillis par les enquêteurs indiquent que « trois hommes armés, dont deux habillés en civil et le troisième portant un pantalon militaire », s'étaient introduits dans le domicile du journaliste. M. Bapuwa, qui travaillait également pour le quotidien de l'opposition Le Phare, avait été victime d'un braquage en mars et reçu plusieurs menaces concernant le contenu de ses articles, selon John Richard Kasonga Tshilunde, président du syndicat congolais des journalistes. Ce meurtre intervient à quelques semaines de l'élection présidentielle du 30 juillet 2006, le premier scrutin en RDC depuis quarante ans. En novembre dernier, le journaliste Franck Kangundu et son épouse avaient été assassinés devant leur domicile par des hommes armés, rappelle l'organisation Reporters sans frontières. Autant d'éléments inquiétants qui font craindre pour un retour véritable de la paix et de la démocratie en RDC. Compte tenu de cette situation, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui indiquer sa position et ses intentions au sujet de ce dossier.

Texte de la réponse

Depuis plusieurs années, la France mène, en étroite concertation avec ses partenaires internationaux, une action résolue pour soutenir le processus de transition en République démocratique du Congo et consolider l'État de droit et la démocratie dans ce pays qui sort à peine d'un conflit particulièrement meurtrier. Nous avons notamment joué un rôle politique de premier ordre au sein des structures d'accompagnement des autorités congolaises (en particulier le Comité international d'accompagnement de la transition institué par les accords de paix), en mettant systématiquement l'accent sur le nécessaire respect des libertés fondamentales, et en premier lieu de la liberté d'expression. Outre notre soutien au processus électoral et à la Haute autorité des médias chargée de réguler le paysage médiatique congolais, nous avons orienté nos actions de coopération sur les secteurs stratégiques pour la reconstruction démocratique du pays, à savoir le renforcement des capacités de l'État et la bonne gouvernance. Nous avons ainsi initié des projets innovants de soutien à la police, à la justice ou aux médias avec l'objectif de former des professionnels respectueux des principes déontologiques. C'est la raison pour laquelle nous avons exprimé, à titre bilatéral et au sein des structures multilatérales, nos vives préoccupations devant la recrudescence des atteintes aux droits de l'homme et à la liberté de la presse qui ont précédé le scrutin du 30 juillet. L'assassinat, dans des circonstances odieuses, de M. Mwamba Bapuwa a fait l'objet des plus fermes condamnations. Les autorités congolaises ont diligenté une enquête qui a jusqu'à présent conduit à l'arrestation de trois personnes. Nous resterons vigilants afin que cette enquête aboutisse dans les meilleurs délais et permette de faire toute la lumière sur ce meurtre. L'engagement important de la France et de la communauté internationale a permis que les élections présidentielles et législatives - les premières élections libres et démocratiques en RDC depuis plus de quarante ans - se déroulent comme prévu le 30 juillet dans de bonnes conditions. Nous sommes conscients que cette réussite, aussi encourageante soit-elle, n'est qu'une étape dans le processus de consolidation de la paix et de l'État de droit en République démocratique du Congo.

C'est pourquoi notre coopération bilatérale poursuit sa concentration sur les secteurs de la gouvernance démocratique. Nous venons ainsi de lancer un projet d'appui à l'État de droit qui comporte une composante « droits de l'homme » destinée à améliorer le comportement des agents en uniforme dans la police et les prisons. Nous poursuivrons également nos actions d'appui aux médias, qui se sont révélées très pertinentes dans le contexte préélectoral. Enfin, nous veillerons tout particulièrement, dans le cadre de notre dialogue politique avec les nouvelles autorités congolaises issues des élections, à marquer notre attachement au respect des valeurs qui fondent un État démocratique moderne.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 101719

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 août 2006, page 8226

Réponse publiée le : 14 novembre 2006, page 11798